

Le parisien, le 11

Le Drian : «Au Mali, c'est notre propre sécurité qui est en jeu»



Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a estimé dimanche que «si on ne bouge pas», un ensemble terroriste va progressivement se constituer dans la zone sahélienne et menacera demain la France et l'Europe. (ARCHIVES).

«Au Mali, c'est notre propre sécurité qui est en jeu, la sécurité de la France, la sécurité de l'Europe, parce que si on ne bouge pas il y aura progressivement constitution d'un ensemble terroriste» : Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, n'a pas caché ce dimanche ses inquiétudes face à la situation au Sahel. Bien au contraire, alors qu'une intervention armée est de plus en plus probable au Nord-Mali. A la mi-octobre, il jugeait que c'était une «question de quelques semaines».

«Il y a depuis quelques mois la constitution sur un espace grand comme l'Europe de groupes djihadistes extrémistes qui imposent la charia et qui sont en train de transformer cette région en sanctuaire terroriste. Potentiel aujourd'hui, réel demain», a-t-il déclaré au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro. Le Nord-Mali est depuis plusieurs mois sous la coupe de groupes terroristes armés, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Interrogé sur une éventuelle opération militaire africaine appuyée par les pays européens pour reprendre le nord du Mali, actuellement contrôlé par les islamistes, l'ancien maire de Lorient (Morbihan) a dit que le Conseil de sécurité de l'ONU devait d'abord «valider le concept d'opération proposé par les pays africains». Un sommet a lieu ce dimanche au Nigeria. A l'issue de la rencontre, le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé que l'Afrique de l'Ouest, essentiellement, pourrait envoyer «3 300 soldats pour une durée d'un an».

L'Algérie a «beaucoup bougé»

Le ministre a réaffirmé qu'«il y aura soutien logistique, en matériel, en formation, en renseignement», mais «personne ne sera en unité combattante». «L'Europe sera partenaire, non pas pour faire la guerre, mais pour soutenir les opérations», a-t-il encore dit.

L'Algérie a selon lui «beaucoup bougé» vis à vis du dossier malien. «Au départ, on avait une Algérie réticente, perplexe, voire peut-être hostile (...) Aujourd'hui, on sent les autorités algériennes, comme mauritaniennes, beaucoup plus accessibles à cette nécessité, d'autant plus qu'il y a maintenant un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies», a-t-il ajouté.

Les otages, «on s'en préoccupe tous les jours»

La question des six otages français retenus au Sahel «est très grave», juge Jean-Yves Le Drian. «On s'en préoccupe tous les jours. Le président de la République se tient informé très régulièrement de la situation, nous menons les actions qu'il convient de mener pour aboutir à leur libération», a-t-il déclaré.

AQMI a menacé Paris récemment. Une intervention au Mali signerait «l'arrêt de mort des otages français», avait fait savoir le groupe. Mais «si on n'intervient pas, il peut y avoir d'autres otages, la question n'est pas si simple», a fait valoir le ministre de la Défense.